



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/852/Add.1  
8 avril 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

Cinquantième session  
Point 160 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES  
PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES  
VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE  
TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES  
DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS  
ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994

Rapport de la Cinquième Commission (deuxième partie)

Rapporteur : M. Peter MADDENS (Belgique)

I. INTRODUCTION

1. Les précédentes recommandations faites par la Cinquième Commission à l'Assemblée générale au titre du point 160 de l'ordre du jour figurent dans le rapport de la Commission publié sous la cote A/50/852.
2. La Cinquième Commission a poursuivi l'examen de cette question à ses 53e et 55e séances, les 2 et 4 avril 1996. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/50/SR.53 et 55).
3. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal international pour le Rwanda (A/C.5/50/47 et A/C.5/50/54).

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION A/C.5/50/L.36

4. À la 55e séance, le 4 avril, le Président de la Commission a présenté un projet de résolution (A/C.5/50/L.36).
5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/50/L.36 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

### III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Financement du tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'états voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>1</sup>,

Rappelant sa résolution 50/213 du 23 décembre 1995, par laquelle elle a ouvert, pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda, un crédit d'un montant brut de 7 609 900 dollars des États-Unis (soit un montant net de 7 090 600 dollars) pour la période allant du 1er janvier au 31 mars 1996, en attendant d'être saisie des prévisions de dépenses concernant le Tribunal pour l'ensemble de l'année 1996,

1. Décide d'autoriser le Secrétaire général à engager, pour permettre au Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 de poursuivre ses activités pendant la période allant du 1er avril au 30 juin 1996, des dépenses à concurrence d'un montant brut de 7 609 900 dollars (soit un montant net de 7 090 600 dollars), en attendant un rapport détaillé contenant les observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

2. Décide également, à titre d'arrangement spécial et exceptionnel et nonobstant les dispositions du paragraphe 12 de sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, que les États Membres renonceront à leurs parts respectives des soldes créditeurs que font apparaître des budgets antérieurs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, soit un montant total brut de 3 804 950 dollars (montant net : 3 545 300 dollars), acceptant ainsi que les sommes à mettre en recouvrement au titre d'un exercice budgétaire futur de la Mission soient majorées du même montant, celui-ci devant être prélevé sur le Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et viré au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda;

---

<sup>1</sup> A/C.5/50/47 et A/C.5/50/54.

3. Décide en outre de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts pour l'année 1996, un montant brut de 3 804 950 dollars (soit un montant net de 3 545 300 dollars) pour la période allant du 1er avril au 30 juin 1996;

4. Décide que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 3 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour le Tribunal international pour le Rwanda pour la période allant du 1er avril au 30 juin 1996, soit 259 650 dollars.

-----